

PARIS SPÉCIAUX : BERLIN
LONDRES
ADRESSE : PARIS (2^e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE : TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GOUTEBOURG : 02-57
PUBLI-ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURES

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste
1 an 6 francs 3 mois 3 francs
6 mois 1 franc 50 3 mois 1 franc
Sous-cripteurs : 1 franc 50 3 mois 1 franc
Etranger : 2 francs 50 3 mois 1 franc 50
Union postale : 2 francs 50 3 mois 1 franc 50

L'Action socialiste

L'action menée par le Parti socialiste depuis les élections législatives dernières prouve sa force, sa puissance et sa vitalité.

A peine la campagne électorale était-elle close et à peine les élus socialistes étaient-ils rentrés au Parlement, que l'organisme central les mobilisait déjà afin d'aller porter la bonne parole dans une centaine de meetings tenus dans les principaux centres de notre pays.

Pendant deux jours, les nouveaux représentants du monde du travail, organisés politiquement sur son terrain de classe, sonneront le ralliement des troupes ouvrières demandant aux prolétaires des agglomérations urbaines et aux producteurs ruraux d'abord de s'inscrire à la S. F. I. O. et ensuite de lire, de s'abonner à son organe officiel : l'Humanité.

Ce fut ensuite le tour de Paris et de la Seine.

Obéissant encore aux ordres du secrétaire général du Parti, mandaté par la Commission administrative permanente, les députés du Parti prirent part à de multiples réunions pendant les soirées du 9, 10 et 11 juillet, soit dans la capitale, soit dans la banlieue.

Le 12 juillet à Pavillons-sous-Bois, c'était enfin la fête des Cent Elus, ou Parisiens banlieusards et délégués de la province fraternisant dans l'allégresse et dans la joie.

Puis, les 13, 14, 15 et 16 juillet, séances du Conseil National et Congrès extraordinaire national, auxquels participèrent les délégués de toutes les fédérations.

Au Conseil National, examen de la situation du Parti, constatations des progrès électoraux, enregistrement de l'augmentation du nombre des membres adhérents à la S. F. I. O. et discours du rapporteur de l'Humanité, qui apprend à ses auditeurs la montée ascendante du journal et son entrée dans la voie des bénéfices.

Au Congrès, discussion de l'ordre du jour du Congrès international de Vienne, cherté de la vie, chômage, alcoolisme et impérialisme sont l'objet de grands débats où toutes les conceptions sont exposées et controversées, dans le calme le plus parfait, au milieu de l'attention la plus soutenue et dans une véritable atmosphère d'amitié et de camaraderie.

Et avec cela les députés du Parti, pris à la Chambre par la discussion du budget, ont pu continuer de courir du Palais-Bourbon, où ils défendent les intérêts économiques et politiques de leurs électeurs, au Congrès du Palais des Fêtes, où ils sont les porte-parole de leur fédération, essayant d'être d'un côté et de l'autre, ne voulant pas plus manquer à leur devoir de représentants du peuple qu'à leur devoir de socialistes organisés et disciplinés.

Quel est le parti politique capable de donner un tel exemple d'activité ?

Quel est le parti politique ayant assez de ressort en soi pour mener une telle campagne de propagande et vivre une vie si intensive, tant intérieure qu'extérieure, parlementaire qu'extra-parlementaire ?

Quel est le parti politique susceptible d'imposer à ses membres, de s'imposer à lui-même, avec autant de facilité et de plaisir, avec autant d'enthousiasme que de satisfaction, un tel labeur et de pareilles fatigues ?

Il n'y en a pas ! Il ne peut pas y en avoir !

Pour arriver au degré d'organisation qu'il nous faut tant plaisir de constater et pour obtenir de nous-mêmes la somme d'efforts qu'il nous est si agréable de donner, il faut que le socialisme soit quelque chose de grand, de noble, d'élevé et de vrai.

Ce n'est pas aux partis sans idéal, les uns vivant misérablement des avantages et des petits profits du pouvoir, les autres ne pouvant prolonger leur agonie qu'autant qu'ils sont entretenus par les subsides royaux et princiers des privilèges de la fortune dont ils sont les défenseurs, ce n'est pas aux partis sceptiques et blasés, vivant au jour le jour, sans doctrine et sans programme, qu'il est possible de faire ce que nous faisons, de batailler comme nous bataillons, d'agir comme nous agissons.

Et quand, au cours de journées comme celles que nous venons de passer dans la salle de nos délibérations, on a vu autour de soi avec tant d'intelligence et tant de convictions inébranlables la victoire finale ne fait plus de doute ! C'est avec la certitude absolue d'une rapide réalisation socialiste qu'on continue la lutte !

C'est cette confiance légitime dans les événements, dans les choses et dans les hommes — seul, et unique secret de notre force — que les autres n'ont pas, ne peuvent et ne pourront plus jamais avoir ! Appartenant à une classe finie, usée et vidée par l'histoire, leur conscience est morte, leur cœur desséché ! Ils appartiennent au passé ! Nous sommes l'avenir !

COMPÈRE MOREL.

DES SOLDATS RUSSÉS TIRENT SUR UN DIRIGEABLE ALLEMAND

Berlin, 17 juillet. — Un incident s'est produit à la frontière, près de la garnison de Neidenburg, en Prusse orientale. Le 24, type Zeppelin de l'armée ayant franchi la frontière russe avait été reçu à coups de fusil par les sentinelles russes.

Le dirigeable n'a pas été atteint et est reparti immédiatement pour l'Allemagne. Les soldats russes ne font qu'obéir à leurs instructions, qui les obligent à faire feu à l'approche sur quel ballon franchissant la frontière.

Le 24 est le dirigeable qui atterrit l'an dernier à Lunéville.

LES NOUVEAUX ÉLUS SOCIALISTES

André LEBEY, député de Seine-et-Oise



André Lebey, né à Dieppe, le 10 août 1877, élève par lui-même, en fit un poète, disciple d'Albert Thomas, dont il est aujourd'hui le collègue et le collègue. Ses premiers vers furent écrits sur son pupitre d'écolier. Ses classes finies, il se joignit aux groupes de jeunes hommes qui s'essayèrent alors, non sans éclat, à rénover, outre la technique du vers, le matériel des sensations et d'images dont usait depuis un grand demi-siècle la poésie française.

Il donna des poèmes à la Plume, revue ouverte, puis au Centaure et à la Conque, revues fermées. Il rencontra là Henri de Régnier, Pierre Louys, Paul Valéry, Jean de Tinan. Les poèmes de Lebey ont joué la matière d'assez nombreux volumes : le Cahier rose et noir, Automnales, et plus récemment : Sur une route de cyprès, Sur une route de peupliers. Ils attestent en lui la double et vivace influence de Paul Verlaine, dont il a la tendresse élégiaque, l'aspect maintenu des nuances, et des symbolistes, auxquels il a emprunté une expression quelque peu hautaine et secrète, et un sens tout baudelairien de mystère et de correspondances.

Comment André Lebey est-il devenu socialiste ? C'est peut-être bien par l'histoire. Dès le lycée, en effet, les études historiques l'attiraient ; un jour vint où elles le retinrent. Son Constat de Bourbons fut primé par l'Académie française (grand prix Gobert) ; il y ajouta un Laurent de Médicis, puis aborda le dix-neuvième siècle. Il consacra à Louis-Napoléon Bonaparte — au futur Napoléon III — plusieurs volumes, où revit curieusement cette figure ambiguë et mobile d'aventurier mégalomane.

Amené par cette longue étude de psychologie et d'histoire à réfléchir sur son époque et à prendre parti dans la mêlée des hommes, Lebey se décida, il y a huit ans, à entrer dans la franc-maçonnerie. Deux ans plus tard, en 1908, il adhère au Parti socialiste et désormais il est un militant. En 1910, il est candidat une première fois en Seine-et-Oise, et réunit sur son nom un chiffre fort honorable de suffrages. Cependant, il ne cesse pas d'écrire et ses articles de discussion et de propagande, dont quelques-uns atteignent à l'ampleur de l'étude, forment actuellement deux volumes. Sur la route sociale, où la curiosité toujours éveillée de son esprit se donne libre carrière.

L'activité et la souple variété d'aptitude d'André Lebey ne tarderont pas, au groupe socialiste parlementaire, à trouver un fertile emploi.

Une Suffragette opère à la National Gallery

Londres, 17 juillet. — Aujourd'hui, à la National Gallery, une suffragette militante nommée Anne Hunt, armée d'un couteau de boucher, qu'elle dissimulait sous ses vêtements, en a frappé, à plusieurs reprises, le portrait de Thomas Carlyle, œuvre de sir John Thomas Milais, qu'elle a très sérieusement endommagé.

Le cadre et la verre ont été complètement brisés. Une entaille faite à la toile s'étend du sommet de la tête, à travers la figure, jusque sous le menton de sir Carlyle.

Un gardien a arrêté la suffragette et l'a remise à la police.

La National Gallery n'a pas été fermée, mais le tableau a été déplacé. — L'Information.

DRAMATIQUE NAUFRAGE

En voulant sauter son fils, un père meurt avec lui

Lorient, 17 juillet. — Une barque de pêche de Sauton, montée par trois hommes, s'est brisée contre les rochers de la côte sauvage de Belle-Ile.

Le patron Dolanec père et le matelot Henry ont pu gagner la terre à la nage, mais le fils Dolanec a été emporté par le courant.

Voyant le danger, son père s'est porté à son secours, mais il a été entraîné à son tour.

Les cadavres des deux hommes n'ont pas été retrouvés.

Abonnés à ce jour : 14.006

Les Furieux

Les Débats et le Temps ne parlent pas sur le même ton de la motion de notre Congrès socialiste contre la guerre. Les Débats la raille assez doucement comme « enfantine et platonique » attendu qu'il n'y a, suivant eux, aucune possibilité d'organiser d'un pays à l'autre, dans les périodes de difficultés internationales, cette action « simultanée » que prévoit la résolution. Le Temps au contraire s'abandonne contre nous à ses coutumières fureurs. Mais, par une étrange mauvaise fortune, pour s'indigner contre la motion, il commence par supposer qu'elle est tout autre qu'elle n'est en réalité. Il prend pour établi que la grève générale ne sera pas simultanée dans les deux pays menacés d'un conflit. Il suppose, contrairement à la motion elle-même, que l'action du prolétariat contre la guerre ne se produira que d'un côté.

Ce qu'il y a de très remarquable, c'est qu'aucun de ceux qui combattent notre motion ou même qui l'injurient ne se risque à la déclarer mauvaise. Leur seul grief, contre elle, c'est d'après eux, qu'elle n'est pas praticable. Il résulte de leurs paroles mêmes que s'ils croyaient possible l'action qu'elle prévoit, ils s'en réjouiraient. Et comment ne se réjouiraient-ils pas, en effet, qu'avant que deux grands pays soient jetés l'un contre l'autre, les prolétaires s'accordent des deux côtés de la frontière pour opposer à la menace de guerre la même résistance. La catastrophe d'une guerre mettant aux prises des millions d'hommes serait si effroyable que l'humanité tout entière doit être reconnaissante au prolétariat de se lier contre le péril.

Si, conformément à la motion, les prolétaires s'accordent, dans les pays sur lesquels se projette l'ombre du conflit, pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, ils rendent à l'humanité, à la paix, à l'équité, et à l'indépendance même des nations un tel service qu'il n'y a pas d'homme digne de ce nom qui ne doive les applaudir et les encourager. Pourquoi le Temps dans sa diatribe oublie-t-il de rappeler que cette grève générale, simultanée à pour objet essentiel de substituer l'arbitrage à la guerre ? Quand la motion prévoit que la grève générale préventive, s'exerçant contre une menace de guerre, sera « organisée simultanément et internationalement », elle répond à un double souci : Elle accroît les chances de paix et elle préserve les nations les plus généreuses, les plus audacieusement humaines, d'une action inorganique et unilatérale qui pourrait attirer leurs moyens de défense. Or la grève générale sera concertée et bilatérale, ou elle ne sera pas. Si l'on pouvait discuter ces grands problèmes vitaux avec le Temps qui ne cherche, dans ses fureurs calculées, que la plus grossière exploitation politique des questions les plus poignantes, je lui dirais que la motion confère une prime morale immense, dans les litiges internationaux, au pays qui acceptera l'arbitrage, à celui qui noblement saura l'offrir. Pourquoi ne conseille-t-il pas à la France de s'assurer cette prime ?

Qu'on dise donc, si l'on veut, que nous avons fait un rêve ; qu'on dise que la classe ouvrière n'est nulle part assez puissamment organisée pour assumer ce rôle magnifique ; qu'on dise que nous présumons trop des forces actuelles de l'Internationale, de sa puissance de coordination et de direction. Nous ne sommes pas des fanfarons et nous savons que la tâche est formidable, qu'elle réclame du prolétariat européen autant de résolution que de clairvoyance. Mais nous savons aussi que ce prolétariat européen grandit tous les jours en organisation et en cohésion, que l'Internationale accroît tous les jours son autorité, qu'elle étend et assure ses prises morales sur les diverses fractions nationales de la classe ouvrière européenne. Nous disons que la sublime fonction de gardienne de la civilisation et de la paix que le socialisme lui assigne aura pour effet précisément de stimuler son effort de groupement, et que, quand son objet sera bien compris, elle verra s'unir à elle, dans sa volonté d'arbitrage, toutes les consciences honnêtes.

Si une propagande prolongée est nécessaire pour faire accepter l'idée et pour la rendre pleinement réalisable, notre Parti a assez de persévérance et assez de foi pour mener à bien son œuvre. Et la première condition de succès, c'est de marquer nettement le but. Quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation. Tant pis pour ceux qui ne croiraient pas à la possibilité de combiner cette double action. Ils se condamneraient eux-mêmes à désespérer ou de la race humaine ou de la patrie. En fait, ces deux idées également nécessaires s'affirment avec une netteté et une force croissantes dans l'Internationale. Et le mouvement en ce sens ira à travers tous les obstacles se précisant et s'accroissant.

Au fond, le Temps cherche à créer une fois de plus l'équivoque et le trouble pour reprendre une opération politique qui a échoué. Il veut faire peur aux radicaux, renflouer la Fédération des gauches, prendre sa revanche du vote récent de l'impôt sur le revenu, détourner l'attention du pays des prodiges de désorganisation militaire ou tant de hautes responsabilités sont engagées. Ses équivoques calculées, ses indignations affectées, n'ont pas d'autre but. Elles préparent un renouvellement d'intrigue réactionnaire, et elles attestent un furieux dépit. Et dans cet accès simulé de délire patriotique, c'est une écume de colère, de haine et de réaction qui est sur ses lèvres.

JEAN JAURES

LE BILAN de LA LOI DE TROIS ANS

La situation sanitaire de l'armée pendant le mois de mai 1914

Le Service de Santé vient de publier la statistique de l'armée pour mai 1914.

Le résultat est toujours triste : il ne console que sur un point : le déficit d'hommes présents qui était de 152.955 hommes en avril s'est réduit en mai à 104.054 hommes. Sur les 120.000 hommes au bas mot, perdus en avril, une trentaine de mille ont été réapparues. Mais l'armée de trois ans est toujours inférieure de 104.000 hommes à ce qu'elle devrait être et, sur une armée de deux ans l'an dernier. Tel a été le gaspillage des forces, des saines, des vies humaines par un état-major incapable et une direction rond-de-cuirasse du Service de Santé.

Voici les chiffres officiels :

MAI 1914	
Effectif total	709.203
Effectif présent	605.149
Déficit	104.054

Les causes ? Nous les connaissons. Le rapport de M. le Dr Schneider, le médecin-inspecteur du 20^e corps à Nancy, les indique nettement.

C'est l'incorporation à vingt ans ; c'est l'entassement de deux classes de recrues, en hiver, dans des locaux mal prêts ; c'est le surentassement.

Nous pouvons ajouter, de source certaine, que les sept huitièmes (sept sur huit) des manquants actuels sont des convalescents envoyés en congé dans leur famille. Ils figurent encore sur les contrôles de l'armée, mais ils seraient incapables de faire campagne. Ce ne sont pas des soldats, ce sont des indisponibles.

Les malades, morts, réformés.

Voici maintenant les chiffres des malades, morts, retraités et réformés dans le mois de mai 1914, en chiffres absolus et par mille.

	Par mille
Malades à la chambre	102.688
Malades à l'infirmerie	22.333
Malades à l'hôpital	13.564
Retraités et réformés	2.136
Décès	158

Ainsi, l'état sanitaire est resté mauvais.

Il l'est légèrement empiré, même. Le nombre des malades à la chambre s'est augmenté de plus de 20.000. Celui des malades à l'infirmerie de plus de 2.000, celui des malades à l'hôpital de près de 300. Et l'on sait que, par conséquent, les hôpitaux militaires et des salles militaires des hôpitaux mixtes, ce ne sont plus que les « grands malades », qui connaissent les soins insuffisants de l'hôpital. Les moyens et les chiffres absolus sont encore plus élevés qu'en avril, la gravité des indispositions et des maladies est plutôt plus grande ; seul, le chiffre des décès s'est abaissé.

Les réformés de la loi de trois ans

Mais un tableau récapitulatif des retraites et réformes prononcées depuis l'application de la loi de trois ans est encore plus significatif.

Reportons-nous aux mois antérieurs, depuis novembre. Voici, mois par mois, le nombre des réformes prononcées par les conseils de réforme :

RÉFORMES	
1913. — Novembre	1.441
Décembre	2.861
1914. — Janvier	1.437
Février	1.850
Mars	2.682
Avril	2.282
Mai	2.136
Total pour sept mois	14.690

Ajoutez à cela les décès, près de 3.000 bientôt, comptez que beaucoup de ces pauvres jeunes gens ainsi réformés mourront chez eux et vous aurez le chiffre exact des vies gâchées, ruinées, anéanties.

La moitié d'un corps d'armée, voilà ce qu'a coûté à la France l'ineptie de l'état-major, la stupide routine de son administration militaire. Voilà ce que lui coûte sa faiblesse devant la réaction militariste. Se ressaisira-t-elle ? Il faut voir.

Car enfin ! il est des responsables ! La Convention envoya à l'échafaud des généraux victorieux et qui avaient commis de moindres fautes. Les républicains d'aujourd'hui vont-ils donner de l'avancement à M. de Currière de Castelnaud et à M. le directeur Troussaint, dont l'incapacité nous a valu cette déroute du temps de paix ?

Qu'on change l'Etat-Major ! Le changement de la loi de trois ans viendra ensuite. — M.

En attendant Poincaré



Nicolas. — Pourvu que Raspoutine puisse le rejoindre à ses côtés !

M. Carbajal CÉDERAIT LA PRÉSIDENTENCE à Carranza

LES FÉDÉRAUX MEXICAINS ÉVACUENT PLUSIEURS VILLES



M. CARBAJAL Le général CARRANZA

Comme il était à prévoir, M. Carbajal a informé officiellement le gouvernement des Etats-Unis qu'il a l'intention de démissionner en faveur du général Carranza.

Cette démarche de M. Carbajal a été précipitée par l'attitude attribuée au président Wilson de ne reconnaître le nouveau président du Mexique, ni aucun autre gouvernement, qui n'aura pas été régulièrement nommé.

« Le président des Etats-Unis — affirme une dépêche de Washington — gardera l'expectative et si le général Carranza arrive à un accord avec le gouvernement actuel au sujet de la transmission des pouvoirs à Mexico, M. Wilson reconnaîtra l'administration qui résultera de cet accord ».

De son côté le général Carranza, confirmant l'attitude ferme qu'il a toujours maintenue vis-à-vis des assassins de Madero et de ses complices, a déclaré que, si les fédéraux ne capitulent pas, il sera obligé d'envoyer des troupes à Mexico pour maintenir l'ordre. Il fait déjà ses préparatifs.

D'ailleurs les fédéraux ne semblent vouloir opposer aucune résistance, car, d'après une dépêche de Mexico, ils ont évacué Guadalupe, Aguas Calientes et Cuernavaca.

On peut donc commencer à croire au rétablissement prochain de la paix dans tout le Mexique.

Série tragique

TERRIBLES EXPLOSIONS DANS TROIS USINES

A Hemixen : 3 tués, 4 blessés
A Cugny : 3 tués, 1 blessé
A Saint-Juery : 5 blessés

Bruxelles, 17 juillet. (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Une terrible explosion s'est produite aujourd'hui dans l'usine des produits chimiques à Hemixen, près d'Anvers. Sept ouvriers, montés sur un échafaudage, dressé près d'une grande chaudière ont été culbutés par une formidable explosion de la chaudière. Celle-ci qui s'était séparée en deux à la partie supérieure, s'écroula et le liquide bouillant fut lancé sur les ouvriers. Trois d'entre eux furent tués, quatre autres furent blessés. L'un d'eux devint fou subitement et, scène tragique, les gendarmes l'ont trouvé chantant à tue-tête malgré ses blessures.

Fontainebleau, 17 juillet. — Aujourd'hui, vers trois heures, un accident s'est produit, par suite de l'explosion d'un tuyau, dans un atelier de plomberie, dépendant d'une usine de dynamite à Cugny (arrondissement de Fontainebleau).

Trois ouvriers ont été tués, ce sont MM. Delagrè Paul, demeurant à Montigny, Autin Louis, demeurant à la Genevrière, et Coquellet Victor, demeurant à Montigny. Un autre ouvrier, Georges Brogier, demeurant à la Genevrière, a été grièvement blessé.

Albi, 17 juillet. — Une explosion s'est produite aujourd'hui, vers dix heures, pendant le déchargement du four « Martin », aux forges de Saint-Juery. La vis de la vanne a perforé le crâne de l'ouvrier Arnal, âgé de trente-deux ans, marié et père d'une fillette. Le malheureux, qui est en outre horriblement brûlé, a été transporté à l'hôpital d'Albi dans un état désespéré. L'ouvrier Bonafé a été grièvement blessé, trois autres ouvriers ont également reçu des brûlures.

Les dégâts matériels sont importants.

CHUTES D'AVIATEURS ALLEMANDS

Berlin, 17 juillet. — Près de Saarburg, le sous-officier aviateur Wilke a fait une chute de cinquante mètres. Il est mort quelques instants après sans avoir repris connaissance.

Le lieutenant Von der Luehr qui était entré en collision avec l'aviateur Geignaut, à l'aérodrome de Goerries, a succombé aujourd'hui à ses blessures.

LA TERREUR en MEURTHE-ET-MOSELLE

Des ouvriers étrangers expulsés pour avoir assisté à une réunion

L'Humanité nous a chargés de voir de près la condition des ouvriers kabyles et polonais employés dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, des ouvriers belges occupés en grand nombre dans les établissements métallurgiques de l'arrondissement d'Avesnes, des ouvriers italiens groupés dans le bassin minier de Meurthe-et-Moselle. On trouvera ici, dès que sera passée la période de pleines vacances, le résultat de ces enquêtes. Mais dès maintenant, il nous faut reproduire le cri d'alarme, le cri d'indignation que font entendre nos camarades socialistes de Briey : la situation morale des ouvriers importés dans le bassin de Meurthe-et-Moselle est telle qu'on n'en peut avoir une idée dans aucune autre région de France. Les ouvriers, surveillés, espionnés, traqués, ne peuvent constituer aucun groupement, ils même une timide société de libre pensée. Dans le bassin de Briey, à Jœuf, à Auboué, à Tucquembourg, à Pienney, etc., etc., il est impossible de tenir une réunion. Il est impossible de recevoir, ouvertement, un journal d'idées avancées. Il est impossible d'exprimer une opinion. Quand des ouvriers se groupent dans quelque arrière-boutique, les compagnies envoient des mouchards pour surprendre leurs propos et noter les noms des assistants. Or, les ouvriers italiens parlent leur langue maternelle et les mouchards ignorent l'italien, ils ne comprennent rien aux paroles prononcées, mais ils font un rapport quand même, pour justifier leur salaire et c'est sur ces rapports de mensonges que l'on s'appuie pour demander l'expulsion des ouvriers visés, expulsion toujours accordée !

Récemment, des mineurs tentèrent — en vain — de faire entendre, tranquillement, à leurs camarades, que dans la mine, il y a une demande d'expulsion contre eux.

Un propagandiste italien, que l'on a forcé de quitter la région et la France, avait réussi à grouper quelques-uns de ses compatriotes en syndicat, adhérent à la Fédération du Bâtiment. Il y a une demande d'expulsion contre la plupart des syndiqués.

Notre actif camarade André Doley et d'autres citoyens du groupe socialiste de Briey ont donné quelques réunions de propagande et d'éducation à Homécourt, où se trouve une salle de cinématographe, la seule salle du pays où des orateurs indépendants puissent parler aux ouvriers. Il y a une demande d'expulsion contre les assistants, dont le commissaire de police de Jœuf s'est procuré les noms.

Vous avez bien vu à contre les assistants, la police, assister à une réunion qui se plaît aux mineurs de la mine et de l'usine, attire l'attention. Même quand les réunions se sont passées dans l'ordre et le calme le plus absolu.

C'est par la terreur que l'on veut maintenir la population ouvrière du bassin dans l'état de servage que l'on a instauré et que des complications politiques permettent de prolonger.

Mais maintenant que les mauvais coups annoncés sont connus, le gouvernement de la République continue à servir, par des expulsions brutales et injustifiées, les vengeances et les intérêts des riches industriels ? Nous le ferons savoir. — L. M. BONNET.

LE MATCH CARPENTIER-SMITH

Le Chronomètreur déclare que Gunboat Smith était knock-out au 4^e round

L'ARBITRE A MAL INTERPRÉTÉ SON COUP D'ARRÊT

Londres, 17 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Quelques réflexions et quelques détails pour en finir avec le combat d'arrêt.

Un événement sensationnel s'est produit au cours du banquet qui était la victoire de Carpentier, à l'hôtel Métropole. Vers minuit et demie, M. Halls, qui était le chronomètreur de la rencontre, s'est vu déclarer spontanément que l'arbitre, M. Corri, avait mal interprété son coup d'arrêt au moment où Gunboat Smith était knock-out au quatrième round.

J'ai sonné pour le knock-out, a-t-il déclaré, et non, comme M. Corri l'a cru, pour la fin du round.

Gunboat Smith était donc mis knock-out dans l'esprit du chronomètreur. Mais il n'est pas si simple. Lorsque nous allâmes à dix heures et demie du matin voir le film de la rencontre, nous pûmes compter à Gunboat douze secondes de knock-out, au lieu de huit, grièvement annoncées. Ces douze secondes se transformèrent en quatre, en réalité, en 14 secondes, puisque pour des raisons techniques, le band chronométrique représentant trois minutes de combat doit se dérouler en deux minutes et demie. Je dois dire, en effet, que les secondes manquant parurent longues, au moment où on les comptait sur le ring.

La gravité de la déclaration de M. Halls n'échappera à personne. Et en dehors de la durée normale du temps accordé à Gunboat Smith pour se remettre, on pourra s'étonner que M. Halls n'ait pas averti l'arbitre de son erreur. Nous en sommes l'explication par M. Corri lui-même qui, arrivant au milieu du repas, dit que d'après une entente entre les deux adversaires, lui seul, arbitre, avait le droit de compter. Il reconnut du reste de bonne grâce qu'il avait fort bien pu mal compter.

C'est là, réellement, un ensemble de faits fâcheux et il est incontestable que logiquement, le chronomètreur, qui a été l'heureux cadence des secondes, devrait intervenir dans leur comptage. Mais l'arbitre ne peut guère que les écarter par sa décision.

Quant à la disqualification qui mit fin à la bataille, les avis sont partagés. Beaucoup de journaux anglais ont écrit que Carpentier aurait dû être disqualifié parce que